



PLAN DE LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION ET LA VIOLENCE

Prévention et intervention

ANALYSE DE LA SITUATION

Le portrait d'ensemble

Villa Maria est un établissement d'éducation secondaire privé mixte dont l'effectif scolaire compte plus de 1 800 élèves entouré-e-s par quelque 120 enseignants, surveillants d'élèves et professionnels en éducation qui, quotidiennement, assurent leur formation, les guident et interagissent avec elles et eux. Par notre projet éducatif, nous nous engageons à inculquer à nos élèves des secteurs français et anglais de l'école :

- une excellente formation intellectuelle;
- une maîtrise parfaite des deux langues;
- une solide formation en sciences et une connaissance approfondie des technologies de l'information et du multimédia;
- un sens des valeurs spirituelles et éthiques;
- une ouverture sur le monde des arts et sur celui des autres cultures;
- le respect de soi, des autres et de l'environnement;
- une attention particulière aux valeurs sociales et communautaires;
- un fort sentiment de confiance en soi et une capacité à relever les défis.

Le projet éducatif

Les questions d'intimidation, de violence, de harcèlement et de discrimination ont toujours revêtu pour nous la plus haute importance, et notre Plan de lutte pour une école sécuritaire énonce en détail les règles et moyens guidant nos interventions en matière de prévention et de traitement de tous les incidents dont nous avons connaissance. Villa Maria promeut l'inclusion, l'esprit communautaire et le développement de chaque personne dans son entièreté, cela à la fois par ses programmes scolaires et ses activités parascolaires. Notre Plan de lutte pour une école sécuritaire décrit l'engagement de Villa Maria :

- à offrir, à promouvoir et à préserver une école sécuritaire pour toutes et tous les élèves,
- à mettre à la disposition des élèves et des parents ou tuteurs divers moyens pour dénoncer les incidents d'intimidation, de violence, de harcèlement et de discrimination, et
- à véhiculer et à promouvoir continuellement des messages d'encouragement et de sensibilisation, notamment par l'intermédiaire de groupes d'élèves tels que le Club LGBTQ+ et Villa en action.

RAISON D'ÊTRE DU PLAN DE LUTTE

Villa Maria s'engage à offrir un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire, qui permet à chaque élève de développer son plein potentiel, à l'abri de toute forme d'intimidation, de violence, de harcèlement et de discrimination.

À cette fin, le département des Services éducatifs a adopté les principes suivants :

Nos élèves, les membres de notre personnel et nos partenaires ont droit à la protection et à la sécurité, ainsi qu'à la préservation de leur intégrité physique, psychologique, émotionnelle et éthique.

Il est de notre devoir de veiller à ce que chacune et chacun bénéficie d'un environnement sécuritaire et sain, exempt de toute forme d'intimidation, de violence, de harcèlement et de discrimination fondée, notamment, sur la race, la couleur, le sexe, l'identité ou l'expression de genre, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

Nous souscrivons à une politique de tolérance zéro (« tolérance zéro » signifiant que certains comportements, gestes et propos ne seront pas tolérés et seront sanctionnés rapidement par l'école) à l'égard de toute situation problématique ou de comportement inapproprié pouvant menacer l'intégrité de nos élèves, des membres de notre personnel ou de nos partenaires.

Nous encourageons le développement de relations saines entre les personnes, fondées sur le respect mutuel, la confiance et l'inviolabilité de chacune et de chacun.

Nous offrons de l'aide, du soutien et des conseils à toute personne victime d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination.

PORTÉE DU PLAN DE LUTTE

Le but de notre Plan de lutte est d'assurer la protection, la sécurité, l'intégrité physique, psychologique, émotionnelle et éthique de nos élèves, ainsi que l'intégrité des membres du personnel et des partenaires de l'école.

Les actions survenant en dehors du temps scolaire ou sur les médias sociaux qui, de quelque manière que ce soit, ont une incidence sur les activités des élèves, des membres du personnel ou des partenaires de l'école seront traitées comme s'étant produites pendant le temps scolaire.

Si Villa Maria a connaissance d'actes d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination impliquant des élèves d'autres écoles, Villa Maria contactera l'école en question afin de l'informer de la situation, pour qu'elle puisse à son tour intervenir en conséquence.

Par souci de clarté et de cohérence, il est expressément interdit aux élèves de Villa Maria de s'adonner à de l'intimidation, de la violence, du harcèlement ou de la discrimination à l'égard de toute personne qui n'est pas partie prenante de l'école ou qui ne l'est plus. Toute telle contravention au Plan de lutte entraînera pour son auteur-e la même sanction qui serait applicable en cas de violation des règlements de l'école advenant que la victime soit une partie prenante de Villa Maria.

OBJECTIFS DU PLAN DE LUTTE

1. Promouvoir la prévention et l'élimination des situations problématiques et des comportements inappropriés susceptibles de menacer la sécurité, le développement et l'intégrité des élèves, du personnel et des partenaires de l'école.
2. Encourager la communication et la collaboration, et tenir tous les membres de la communauté scolaire responsables de la promotion et du maintien d'un environnement sûr, sain, motivant, stimulant et bénéfique pour tous.
3. Démontrer aux membres du personnel l'importance d'assurer la protection et la sécurité des élèves en tout temps. Aux fins de préserver la dignité et l'intégrité des victimes, il est impératif d'inculquer aux élèves l'obligation de bannir toute forme d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination.
4. Sensibiliser les élèves aux différentes formes d'intimidation, de violence, de harcèlement et de discrimination, et les aider à reconnaître les situations problématiques ainsi que les comportements inappropriés susceptibles de menacer leur sécurité et leur intégrité.
5. Détecter, identifier, aider et soutenir les élèves victimes de situations problématiques et de comportements inappropriés qui menacent leur sécurité ainsi que leur intégrité physique, psychologique, émotionnelle et éthique.
6. Permettre aux élèves de participer à des programmes de formation sur des sujets pouvant avoir une incidence sur leur santé, leur sécurité et leur développement, et les sensibiliser à ce qu'elles-ils doivent faire pour se protéger contre certaines menaces.
7. Encourager la mise en œuvre de programmes d'aide au sein de l'école, en vue d'améliorer et d'accroître l'efficacité des mesures de soutien liées à l'intimidation, à la violence, au harcèlement et à la discrimination.
8. Former les membres du personnel afin de leur permettre de traiter adéquatement les questions liées à l'intimidation, à la violence, au harcèlement et à la discrimination, et d'aider et de soutenir de façon efficace les victimes de ces actes.
9. Fournir des conseils, du soutien et de l'aide, tout au long du processus disciplinaire, à l'élève trouvé-e coupable d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination.
10. Amener les membres du personnel et les élèves à adopter des attitudes et des comportements préventifs à l'égard de toutes les formes d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination.

LE PLAN DE LUTTE : UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE

Pour être pertinent, significatif et efficace, le Plan de lutte de l'école doit s'appuyer sur le vécu

quotidien des élèves et des membres du personnel en matière d'intimidation, de violence, de harcèlement et de discrimination à l'école, et procéder d'une approche structurée et concertée par toutes les parties concernées. Ce Plan de lutte sera sujet à une révision annuelle afin de refléter l'évolution des besoins de la communauté scolaire de Villa Maria. Les membres de l'administration, les membres du personnel, les élèves, les parents ou tuteurs et les bénévoles ont tous des responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du Plan de lutte.

PERSONNES RESPONSABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE L'ÉCOLE

Sous la coordination de son Directeur, le département des Services éducatifs de Villa Maria est responsable de la mise en œuvre du Plan de lutte.

Pour la planification et la mise en œuvre de ce Plan, l'assistance d'autres membres du personnel peut être demandée.

Leurs principales responsabilités sont les suivantes :

1. Collaborer avec un comité consultatif en ce qui a trait à la révision, la promotion et l'amélioration des moyens de prévention et d'intervention ainsi que des règlements de l'école, l'évaluation des besoins en formation et l'organisation des activités mises sur pied par les élèves.
2. Être le premier contact pour la coordination de toutes les interventions, enquêtes, réunions de témoins et de parents ou tuteurs, et l'application des sanctions prévues aux termes des règlements de l'école.
3. Enregistrer toutes les plaintes et veiller à ce qu'elles soient traitées correctement. À cet égard, un formulaire est disponible afin de rapporter un incident et d'en faire le suivi. Ce formulaire est disponible pour l'ensemble de la communauté scolaire sur le site Web de l'école : <https://villamaria.qc.ca/ici-villa-maria/ecole-securitaire/>
4. Revoir le Plan de lutte de lutte chaque année, le mettre à jour au besoin et produire un rapport annuel sur la situation, les interventions ainsi que les activités de formation et de sensibilisation qui ont eu lieu tout au long de l'année scolaire.

DÉFINITIONS

Cette section a pour but de fournir aux personnes auxquelles s'adresse le Plan de lutte une seule et même terminologie en vue de prévenir l'intimidation, la violence, le harcèlement et la discrimination à l'école. Grâce à cette terminologie, les agissements et les faits pourront être qualifiés correctement. L'objectif n'est pas de juger mais plutôt de définir rigoureusement un événement afin d'améliorer l'intervention devant s'ensuire.

Conflit

Un désaccord exprimé ouvertement entre des personnes ayant des opinions ou des principes opposés.

Discrimination

Tout traitement différencié, projeté ou déjà accompli, d'une personne ou d'un groupe identifié de personnes, cela en raison de caractéristiques généralisées, qui lèse ou désavantage cette personne ou ce groupe identifié de personnes.

Harcèlement

Toute conduite vexatoire se manifestant soit par des comportements, des paroles, des actes ou des gestes répétés, hostiles ou non désirés, qui porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologique ou physique d'une personne et qui entraîne, pour celle-ci, un environnement néfaste. Une seule conduite grave peut aussi constituer du harcèlement si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif continu pour cette personne.

Intimidation

Tout comportement, parole, acte ou geste, délibéré ou non, à caractère répétitif, exprimé directement ou indirectement, y compris dans le cyberspace, dans un contexte caractérisé par l'inégalité des rapports de force entre les personnes concernées, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse et de léser, blesser, opprimer ou ostraciser.

Médias sociaux

Tout site de réseautage social en ligne ou tout autre outil virtuel permettant à des personnes de communiquer activement entre elles et qui peut être partagé automatiquement ou discrètement avec d'autres utilisateurs connus ou inconnus. Le courrier électronique est un outil de réseautage social qui permet d'accéder aux médias sociaux et de les utiliser. Facebook, Twitter, Instagram, etc., les blogues, les salles de discussion et les babillards électroniques sont des formes de médias sociaux.

Témoin

Toute personne ou groupe de personnes qui est témoin d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination ou qui peut en subir les conséquences sans être directement impliqué-e.

Victime

Toute personne qui, dans une situation donnée, est la cible d'un acte d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination.

Violence

Toute manifestation de force, de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle,

exercée intentionnellement contre une personne, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l'opprimer en s'attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens.

MESURES DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION DU PLAN DE LUTTE

L'école met en œuvre les mesures de prévention et d'intervention suivantes :

Dans l'ensemble

- L'adoption et l'application de notre Plan de lutte.
- La responsabilisation de tous en vue de la réussite du Plan de lutte : parents ou tuteurs, élèves et membres du personnel de l'école.

En ce qui concerne l'école

- La revue des règlements de l'école, pour y traiter de l'intimidation, de la violence, du harcèlement et de la discrimination, et pour les adapter aux nouvelles réalités technologiques.
- Un système de surveillance aux endroits et aux moments névralgiques.
- Des actions stratégiques concertées et partagées avec l'ensemble du personnel pour permettre la détection des problèmes et la mise sur pied de techniques d'intervention.
- Une plateforme confidentielle de partage d'informations et d'expériences entre les acteurs de la mission éducative de l'école.
- Des séances d'information, des activités de sensibilisation et de formation pour chacun des groupes suivants : parents ou tuteurs, élèves et membres du personnel scolaire.

En ce qui concerne la salle de classe:

- Des périodes de discussion consacrées à l'intimidation, à la violence, au harcèlement et à la discrimination.
- Des séances de jeux de rôle au cours desquelles les élèves ont l'occasion de pratiquer des techniques d'intervention lorsqu'ils sont témoins ou victimes d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination.
- Des règles de conduite en classe concernant spécifiquement l'intimidation, la violence, le harcèlement et la discrimination.
- Des discussions sur la délation malveillante, par opposition à la dénonciation et à l'affirmation de ses droits.
- La tenue d'activités sur les thèmes de l'intimidation, de la violence, du harcèlement et de la discrimination.

En ce qui concerne le personnel:

- Accorder une attention bienveillante et soutenue aux élèves victimes et à celles et ceux qui

ont été témoins d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination, ainsi qu'à l'élève qui est jugé-e responsable d'un tel comportement.

LA COOPÉRATION ET L'ENGAGEMENT DES FAMILLES

Les familles jouent un rôle déterminant dans la prévention, la détection et la résolution des cas d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination. Notre école appuiera activement les familles et les encouragera à continuer de collaborer pour faire de notre école un environnement sûr et enrichissant, par des moyens tels que :

- des événements organisés;
- la distribution de feuillets d'information;
- des bulletins d'information affichés sur les différentes plateformes de l'école;
- des présentations;
- des rencontres ou des interventions individuelles.

Dans cet esprit, Villa Maria soutiendra et encouragera les familles à :

- reconnaître les signes de détresse chez leur adolescent-e;
- comprendre la différence entre conflit et intimidation;
- signaler rapidement tout acte présumé d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination à la direction de l'école ou aux membres du personnel de l'école;
- renforcer les comportements sociables chez leur adolescent-e;
- collaborer avec les membres du personnel scolaire pour trouver des solutions si leur adolescent-e est impliqué-e dans des actes d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination.

LES CONDITIONS À REMPLIR POUR SIGNALER UN CAS D'INTIMIDATION, DE VIOLENCE, DE HARCÈLEMENT OU DE DISCRIMINATION

Il est essentiel que tous les cas d'intimidation, de violence, de harcèlement et de discrimination soient signalés rapidement à l'école, afin que nous puissions agir en conséquence. Seuls les membres de l'administration auront accès à tous les rapports et détails sur les cas d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination.

Pour les membres de l'administration, les membres du personnel et les surveillants d'élèves :

1. Tous les membres du personnel signalent un problème dont ils sont témoins dans les corridors, même les comportements qui peuvent être interprétés comme ludiques.
2. Le membre du personnel informe l'administration de l'incident ou des incidents signalés.

3. Le membre du personnel informe l'administration de toute communication reçue d'un parent ou tuteur, ou d'une autre personne au sujet d'une situation réelle ou appréhendée de comportement susceptible de menacer l'intégrité d'un-e élève.
4. L'administration prend note de l'information et mène une enquête.
5. L'administration transmet l'information au membre du personnel le plus apte à aider la victime.
6. L'administration tient un registre de l'information, par l'entremise du portail, dans le dossier de suivi de l'élève.
7. Si une tendance comportementale problématique se dessine, l'administration intervient conformément à la *Loi visant à prévenir et à combattre l'intimidation et la violence à l'école*.

Pour les élèves :

1. Les élèves peuvent signaler des incidents d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination de façon anonyme :
 1. en remplissant un formulaire de rapport d'incident sur le site Web de l'école;
 2. directement à tout membre de l'administration ou du personnel;
 3. en utilisant la boîte réceptacle située devant les bureaux des conseillers d'orientation et de l'intervenante en santé et prévention.
2. Dans tous les cas présumés d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination, l'élève qui signale un ou plusieurs incidents rencontrera un membre du département des Services éducatifs pour en faire la description.
3. Si le membre du département des Services éducatifs juge qu'il s'agit bien d'un cas d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination, une procédure d'intervention sera engagée.
4. Une enquête suivra, conformément au Plan de lutte pour une école sécuritaire de Villa Maria :
 1. la sécurité immédiate de la victime sera assurée;
 2. l'école communiquera avec les parents ou tuteurs de la victime et des autres élèves impliqué-e-s;
 3. une intervention et un soutien appropriés seront assurés;
 4. des mesures disciplinaires s'appliqueront;
 5. un suivi sera effectué auprès des élèves impliqué-e-s dans l'incident, cela par l'équipe de l'administration ou des services aux élèves de l'école;
 6. les parents ou tuteurs de la victime et des autres élèves impliqué-e-s seront tenus informés tout au long du processus.
5. Ces procédures de signalement et d'intervention seront réévaluées à la fin de chaque

année, afin d'en assurer l'efficacité.

MESURES DE SURVEILLANCE OU DE SOUTIEN

Les mesures de surveillance ou de soutien peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter, un ou plusieurs des éléments suivants :

Pour les victimes :

- Établir un climat de confiance durant le processus d'enquête et d'intervention.
- Donner l'assurance que l'incident sera traité et que l'intimidation, la violence, le harcèlement et la discrimination ne sont pas tolérés à Villa Maria.
- Aider la victime à reconnaître les situations à risque d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination, et à mettre en place des stratégies pour éviter ces situations.
- Informer la victime du processus d'enquête et d'intervention.
- Faire un suivi approprié (toutes les semaines pendant un certain temps, par exemple) et informer la victime qu'un soutien est disponible auprès de l'administration, du conseiller d'orientation, de la technicienne en éducation spécialisée, de l'intervenante en santé et prévention, tant qu'elle a besoin de ce soutien.
- Établir un plan de lutte pour faire face aux cas d'intimidation, de violence, de harcèlement et de discrimination.
- Au besoin, offrir à la victime la possibilité de consulter un professionnel externe (comme un travailleur social, un psychologue ou un psychoéducateur) pour obtenir un soutien supplémentaire en ce qui concerne l'estime et l'affirmation de soi, l'amélioration des relations avec les pairs, etc.

Pour les témoins :

- Encourager les élèves à dénoncer, à demander de l'aide et à parler de ce qu'elles-ils vivent à cause de cet incident.
- Renforcer leur courage de s'exprimer et apprécier leur contribution.
- Évaluer leur niveau de détresse et les diriger vers les services appropriés au besoin (conseiller d'orientation, technicienne en éducation spécialisée, intervenante en santé et prévention, etc.).

Pour les élèves trouvés responsables d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination :

- Conséquences en fonction de la gravité et de la fréquence des gestes d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination.
- Établissement d'une relation avec ces élèves.
- Soutien individuel (aptitudes sociales, contrôle émotionnel, compétences en maîtrise de la colère).
- Contrat de comportement.
- Plans d'action et d'intervention.
- Rencontre avec le service de police ou la Direction de la protection de la

jeunesse (DPJ).

SANCTIONS EN CAS DE VIOLATION DU PLAN DE LUTTE ET DES RÈGLES DE L'ÉCOLE

Les mesures correctives peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter, un ou plusieurs des éléments suivants :

- Discussion avec l'administration, l'enseignant ou le surveillant.
- Programme d'intervention avec un membre de l'équipe des services aux élèves.
- Perte de certains privilèges, y compris les sorties éducatives et les activités scolaires.
- Production d'une réflexion écrite.
- Signature d'un contrat de comportement.
- Justice réparatrice et restitution.
- Travaux communautaires dans l'école.
- Communication avec les parents ou tuteurs au sujet de l'incident.
- Rencontre avec les parents ou tuteurs.
- Points de démerite.
- Suspension à l'école.
- Suspension à domicile de 1 à 3 jours :
 - o un parent ou tuteur doit ensuite accompagner l'élève à son retour à l'école et rencontrer un membre de l'administration ou un membre du personnel concerné avant que l'élève puisse retourner en classe.
- Suspension immédiate à domicile de 5 jours :
 - o un parent ou tuteur doit ensuite accompagner l'élève à son retour à l'école et rencontrer un membre de l'administration ou un membre du personnel concerné avant que l'élève puisse retourner en classe.
- Possibilité d'expulsion.
- Possibilité de ne pas être réadmis l'année scolaire suivante.
- Si l'école le juge approprié, voire nécessaire, les autorités seront contactées (c.-à-d. le service de police et la Direction de la protection de la jeunesse).

MESURES VISANT À ASSURER LA CONFIDENTIALITÉ

Villa Maria s'engage à prendre les mesures nécessaires pour protéger la confidentialité des informations reçues de toutes les personnes impliquées dans tout incident d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination. On rappellera aux membres de notre personnel et aux familles des élèves qu'ils ne peuvent partager l'information concernant un incident que strictement en fonction du principe du « besoin de savoir », en tenant compte des droits, des sentiments et de la vie privée de toutes les personnes concernées. En outre, si des mesures disciplinaires s'avèrent nécessaires, les détails de ces mesures seront également considérés comme confidentiels. Tous les signalements d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de discrimination seront gardés confidentiels dans un endroit sécuritaire.

SUIVI DES RAPPORTS

Villa Maria prendra les mesures nécessaires pour protéger les élèves contre les dommages ou les représailles après qu'un incident se soit produit.

L'école assurera un suivi adéquat en :

1. documentant le processus d'enquête, les interventions et les communications avec les parties concernées;
2. maintenant la communication avec les familles et les élèves impliqué-e-s dans l'incident;
3. s'assurant que les services de soutien requis sont offerts;
4. vérifiant auprès des élèves qu'on s'est assuré de leur bien-être, en prévenant l'escalade ou les représailles;
5. fournissant des services éducatifs à l'ensemble de la population scolaire si l'incident laisse supposer un problème plus important au sein de l'école.

En tout temps, les élèves ou les parents/tuteurs peuvent contacter le directeur des Services éducatifs (DSE) de Villa Maria pour obtenir de l'aide et du soutien.

COMMUNICATION DU PLAN DE LUTTE

- Présentation aux élèves par la direction de niveau au début de l'année scolaire
- Présentation aux membres du personnel au début de l'année scolaire
- Envoi par courriel aux parents au début de l'année scolaire
- Disponibilité sur le site internet de l'école